



# NIGERIA ONE

## NEWSLETTER

Novembre 2022



### AFRIQUE

Le Kenya compte réduire les coûts du gaz grâce au projet de gazoduc tanzanien



## SOMMAIRE

**03**

Tollé suite à la récente annonce du bénéficiaire du contrat de surveillance des oléoducs dans le delta du Niger.

**10**

Le Kenya compte réduire les coûts du gaz grâce au projet de gazoduc tanzanien

**05**

Des oléoducs clandestins découverts par NNPC

**11**

Le Sénégal, nouveau membre du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF)

**06**

L'Inspection Générale de la Police confirme la saisie de 123 pétroliers.

**12**

Les répercussions sur les prix du pétrole des mesures de réduction de la production de l'OPEP

**07**

Les pays d'Afrique occidentale et orientale ont cessé d'importer du PMS d'après NNPC.



Pipelines, image d'illustration

## **Tollé suite à la récente annonce du bénéficiaire du contrat de surveillance des oléoducs dans le delta du Niger**

Ces derniers mois, la triste réalité a mis le feu aux poudres. Le vol de pétrole, le vandalisme des oléoducs et la perte énorme d'une quantité importante de PMS affectent considérablement le secteur pétrolier. Pour la première fois depuis des années, le Nigeria produit moins d'un million de barils de pétrole par jour, ce qui est inférieur aux chiffres de production de pays comme l'Angola et la Libye. La cause de ce déficit de production n'est pas irréfutable, car la NNPC a fait connaître les graves problèmes qui affectent le secteur. Elle a également révélé certaines mesures politiques spécifiques qu'elle a initiées pour résoudre le problème du vol de pétrole et du vandalisme des oléoducs.

Certaines initiatives ont été mises en place pour faire face au problème du vol de pétrole et du vandalisme des oléoducs dans le secteur pétrolier. Une application en ligne a été récemment développée pour permettre au public de signaler les incidents de vol de pétrole brut et de vandalisme des oléoducs au moment où ils se produisent. La suppression des subventions a été un autre élément de la discussion qui n'a pas encore donné de résultats positifs. Il a été allégué que les produits pétroliers subventionnés au Nigeria sont la raison pour laquelle le vol et le vandalisme n'ont jamais été aussi élevés, car les criminels ont tendance à exploiter les énormes différences de prix entre le prix du PMS au Nigeria et dans les pays voisins. D'autres mesures ont consisté à améliorer la surveillance des pipelines dans la région du delta du Niger, les agents de sécurité ayant été chargés de cette tâche.

Dernièrement, une nouvelle mesure a été introduite par le gouvernement fédéral pour lutter contre le vol de pétrole brut et le vandalisme des pipelines dans le domaine de l'énergie. Cette fois, le gouvernement fédéral a attribué le contrat de surveillance des oléoducs à un ancien leader militant - Government Ekpemupolo (AKA Tompolo). La valeur estimée du contrat de surveillance des oléoducs est d'environ 4 milliards de nairas.

L'annonce de l'attribution du contrat d'oléoduc à Tompolo a suscité un tollé dans la région du delta du Niger, de nombreux ex-militants de la région étant mécontents de l'attribution des contrats. Beaucoup d'ex-militants ont estimé que le contrat n'était pas inclusif et qu'ils s'attendaient à ce qu'un contrat de surveillance d'oléoduc de cette nature inclut d'autres ex-militants de la région, au lieu d'attribuer un tel contrat à une seule personne. Pour défendre l'attribution du contrat, l'assistant spécial pour la jeunesse de la Commission de développement du delta du Niger (NDDC) a déclaré que la diligence raisonnable et la procédure régulière avaient été suivies pour l'attribution du contrat.

Cependant, malgré les affirmations de M. Udeng Eradiri concernant l'attribution du contrat, Alhaji Mumakai Unagha, un leader Urhobo, a conseillé au gouvernement fédéral de procéder avec prudence et a mis en garde contre un potentiel nouveau cycle de violence ethnique dans la région.

Il a en effet accusé le gouvernement fédéral de favoritisme dans l'attribution du contrat de l'oléoduc. "Le gouvernement fédéral semble favoriser un groupe ethnique, un système tactique pour diviser le peuple". "Le gouvernement fédéral ne devrait pas pousser les autres groupes ethniques de la région à une nouvelle étape de lutte violente. J'ai observé avec beaucoup d'inquiétude la controverse entourant le contrat de surveillance des pipelines attribué à d'anciens dirigeants militants, Government Ekpemupolo, alias Tompolo.

Deux autres personnalités fortement exaspérées par l'attribution du contrat de surveillance des oléoducs sont HRH Ateke Tom (Amanyanabo du royaume d'Okochiri) et Mujahid Asari Dokubo (Edi Abali 1 de Kalabari). Apparemment, tous deux sont d'anciens militants mécontents de la manière dont les contrats de surveillance des oléoducs ont été attribués. M. Dokubo a contesté la raison pour laquelle d'autres personnes ont été employées pour surveiller l'oléoduc de 83 kilomètres sur son territoire de Kalabari, dans l'État de Rivers. Les fervents partisans de M. Dokubo ont menacé de faire la guerre si toute autre personne que Dokubo se voyait attribuer le contrat de surveillance de l'oléoduc pour le territoire de Kalabari.

Dans un effort de médiation de la paix dans la région, le Président du Congrès national Ijaw (INC), le Professeur Okaba, a rencontré Tompolo et Dokubo lors de différentes rencontres et a eu des discussions approfondies au sujet des contrats de surveillance. Pour répondre à cette question, l'INC a mis en place un comité spécial chargé d'étudier les causes du désaccord sur les contrats de surveillance des oléoducs dans la région et de proposer des solutions à ce problème persistant. Le comité a rencontré de nombreux dirigeants de la région du delta du Niger, d'anciens militants, des responsables de la jeunesse, des chefs de communauté et des porte-parole en vue de rédiger son rapport.



Delta du Niger



Oléoducs, image d'illustration

## Des oléoducs clandestins découverts par NNPC

Dans une déclaration qui a fait scandale, le directeur général de la Nigerian National Petroleum Company (NNPC) a annoncé mardi, devant la commission mixte du Sénat sur le gaz et le pétrole, qu'ils avaient découvert un terminal d'oléoduc illégal de Forcados qui était en service depuis plus de 9 ans.

Mallam Mele Kyari a mentionné que la détection de l'oléoduc illégal a eu lieu il y a environ six semaines. La connexion de quatre kilomètres ou 2,5 miles du terminal d'exportation de Forcados, qui exporte normalement environ 250.000 barils par jour (bpd) de pétrole dans la mer a été détectée lors d'une opération de sécurité sur les activités. On ignore encore comment une telle connexion pétrolière illégale a pu fonctionner pendant près de dix ans et passer complètement inaperçue.

"Le vol de pétrole dans le pays existe depuis plus de 22 ans, mais son ampleur et sa cadence ces derniers temps sont sans précédent", a déclaré M. Kyari aux législateurs. " Mais récemment, il semble y avoir une augmentation significative et croissante des vols de pétrole et du vandalisme des oléoducs, de sorte que la situation actuelle est très préoccupante. " La NNPC a collaboré activement avec les agences de sécurité concernées pour mettre un terme aux activités des saboteurs économiques. "Au cours des six dernières semaines, 395 raffineries illégales ont été neutralisées, 274 réservoirs détruits, 1 561 réservoirs métalliques détruits et 49 camions saisis. Le plus spectaculaire de tous est la ligne de raccordement illégale de quatre kilomètres entre le terminal de Forcados et la mer, qui a fonctionné sans être détectée pendant neuf années complètes", a-t-il ajouté.



Siège de NNPC

## **L'Inspection Générale de la Police confirme la saisie de 123 pétroliers**

Dans un effort récent de lutte contre le vol de pétrole, les agents de sécurité (force d'intervention spéciale sur le pétrole et le soutage illégal) ont réussi à appréhender 123 pétroliers qui servaient à des vols de pétrole. L'inspecteur général de la police (IGP), Usman Alkali Baba, a confirmé ces faits lors d'une réunion avec la commission sénatoriale ad hoc créée pour enquêter sur les vols de pétrole et leur impact sur les revenus pétroliers et la production de pétrole.

L'IGP a également révélé d'autres réussites notables de la Task Force spéciale de l'inspecteur général de la police sur le pétrole et le soutage illégal (IGP-STFPIB). Le commissaire adjoint de la police, M. Lot Garba, a été mandaté pour répondre à ces problèmes et a réussi à saisir les éléments suivants : 1 300 000 litres de gaz automobile (AGO), 130 000 litres de pétrole brut, 4 500 litres d'alcool à brûler (PMS), 44 000 litres d'huile moteur et 123 camions-citernes.

Jusqu'à présent, le STFPIB a traité 52 affaires dans tout le pays à différents stades de la procédure. Dans l'une des affaires faisant l'objet de poursuites, la collecte de renseignements et l'enquête du STFPIB ont conduit à la découverte d'une raffinerie illégale située dans la communauté de Jijoro, au bord de la rivière, dans l'État du Delta. En inspectant de plus près la raffinerie illégale, ils ont découvert 9 réservoirs de surface vides utilisés comme marmites, 2 moteurs de bateaux, 18 fûts de stockage, 130 sacs de gazole automobile et quatre suspects qui ont été rapidement appréhendés.

Dans un autre cas, à la suite de renseignements fournis par la Nigerian Petroleum Company (NNPC), les agents du STFPIB de l'État de Rivers ont découvert un entrepôt dans un quartier résidentiel. Ils ont trouvé dans l'entrepôt les éléments suivants 14 000 litres de gaz automobile emballés dans des sacs, 2 réservoirs de stockage en plastique, 2 machines de pompage, 2 camions-citernes Mack blancs et l'arrestation d'un homme de 30 ans qui a été trouvé dans les locaux en relation avec le crime.

" En outre, l'IGP a demandé davantage de soutien, en particulier pour étendre le champ d'action de nos tribunaux et leur conférer une compétence juridictionnelle pour traiter les affaires de pétrole et d'avitaillement illégal, ainsi que la capacité de stockage des pièces à conviction récupérées au cours des opérations spéciales dans l'attente de la détermination d'un procès par les tribunaux. "



Essence de contrebande, Porto-Novo Bénin.

## Les pays d'Afrique occidentale et orientale ont cessé d'importer du PMS d'après NNPC

Lors d'une séance de travail exceptionnelle entre le directeur financier (CFO), Umar Ajia, de la Nigerian National Petroleum Company (NNPC) et la commission de la Chambre des représentants chargée d'enquêter sur les subventions aux carburants au Nigeria, qui s'est tenue le lundi 19 septembre, M. Ajia a révélé que certains pays d'Afrique occidentale et orientale ont cessé d'importer des produits pétroliers et sont exclusivement tributaires de la contrebande de produits pétroliers en provenance du Nigeria. Représentant le directeur général de la NNPC, Mele Kyari, lors de cette réunion, le directeur financier a affirmé que des pays comme la République du Bénin et le Cameroun n'ont pas importé de carburant depuis un certain temps et dépendent totalement de la contrebande de produits pétroliers en provenance du Nigeria en raison de la porosité des frontières nigérianes.

"Si vous disposez de 5 millions de nairas, vous pouvez traverser les frontières avec des camions chargés d'essence de pétrole (PMS) - c'est l'amère vérité - nous avons des frontières poreuses. Oui, nous avons des douanes, mais je ne sais pas."

"Le PMS passe partout, au Cameroun par le Nord-Est; le PMS nigérian arrive au Mali. Nos pays voisins importent à peine du PMS. En fait, certains d'entre eux n'ont pas la couverture nécessaire pour soutenir les importations."

"La raffinerie du Cameroun a brûlé l'année dernière, depuis lors, ils n'ont pas importé de PMS, mais ils continuent à en utiliser ; si vous allez au Niger, vous verrez que le PMS est vendu en bouteilles."

"Pour eux, c'est une source moins chère, pourquoi gaspiller leurs devises étrangères, donc nous subventionnons nos voisins, c'est la simple vérité", a-t-il déclaré.

## Contrebande : Transport du PMS Nigerian vers les pays africains



“

Le PMS passe partout, au Cameroun par le Nord-Est; le PMS nigérian arrive au Mali.

”

Mele Kyari, directeur financier de la NNPC



M. Ajia attribue la responsabilité de la contrebande à l'arbitrage qui existe en raison des subventions au Nigeria. Il a précisé que le gouvernement nigérian consacre environ 209 N par litre de carburant sous forme de subventions.

Interrogé sur la consommation quotidienne de PMS au Nigeria, il a été très direct dans sa réponse en déclarant que ni la NNPC ni aucune autre agence gouvernementale n'avait la moindre idée de la consommation quotidienne spécifique de PMS au Nigeria. En outre, il a laissé entendre que le chiffre de 66,7 millions de consommation quotidienne n'était qu'une estimation basée sur le nombre de camions qui quittent le dépôt chaque jour.

Le directeur financier a mentionné que les États qui consomment la plus grande quantité de PMS dans le pays sont les États d'Ogun et d'Oyo, et que leur consommation était beaucoup plus élevée que celle de l'État de Lagos. En y regardant de plus près, la question qui se pose est la suivante : ces États ont-ils plus de véhicules que Lagos ? La réponse est bien évidemment non, mais ces États ont des frontières poreuses et la contrebande de PMS se fait généralement par les États d'Ogun et d'Oyo vers les pays voisins.

M. Ajia a affirmé qu'avec le dispositif actuel, la subvention du PMS était susceptible de faire sombrer le pays. "En République du Niger, il est vendu à N536, au Mali à N577, au Bénin voisin à N389, au Ghana à N589 et au Togo à N470, au Tchad à N362, au Cameroun à N423 alors que le coût de débarquement au Nigeria est de N462 et que nous le subventionnons à N165."

"Ne pensez-vous pas que nous avons délibérément choisi de faire couler le pays?" , a-t-il ajouté. La commission a ensuite tenu une séance à huis clos avec M. Ajia et son équipe



Pompe à essence, Nigeria



William RUTO, Président du Kenya

## Le Kenya compte réduire les coûts du gaz grâce au projet de gazoduc tanzanien

Le gouvernement kényan a annoncé son intention d'accélérer la construction du gazoduc proposé par la Tanzanie en vue de réduire les prix du gaz de cuisine. Le Président William Ruto a fait une déclaration qui semble vraisemblablement mettre fin à un retard de plus d'un an, en affirmant que le gazoduc de 600 kilomètres que le Kenya utilisera pour importer du gaz de l'usine tanzanienne de Mtwara était une priorité. Estimé à 132 milliards de shillings (1,1 milliard de dollars), le gazoduc fait partie d'un protocole d'accord sur la coopération en matière de transport de gaz naturel que l'ancien Président Uhuru Kenyatta a signé avec la Présidente tanzanienne Samia Suluhu en mai de l'année dernière. Grâce aux importations de gaz en provenance de Tanzanie, le Kenya disposera d'une nouvelle source d'approvisionnement pour réduire le coût du gaz de cuisine.

Le Kenya, selon M. Ruto, va donc accélérer la construction du gazoduc reliant Dar es Salaam à Mombasa, puis à Nairobi, afin d'utiliser les ressources disponibles pour faire baisser les tarifs de l'énergie commerciale et domestique. Le projet, qui sera financé par un partenariat public-privé (PPP), permettra au Kenya d'exploiter les vastes gisements de gaz naturel de la Tanzanie et de réduire le coût du gaz de cuisine ainsi que les prix de l'électricité.

En raison de la hausse mondiale des prix du pétrole brut et de la réintroduction de la taxe sur la valeur ajoutée de 6 % sur le produit, le prix de la bouteille de gaz de cuisson de 13 kilogrammes est passé à 3 400 shillings, tandis que celui de la bouteille de 6 kilogrammes coûte 1 500 shillings. Une nouvelle TVA de 16 % a été ajoutée en juillet de l'année dernière, provoquant une flambée du prix du produit. La taxe a été réduite de moitié cette année après un tollé populaire, mais les négociants en pétrole n'ont pas répercuté la réduction de la taxe sur les consommateurs.

Contrairement à ce qui se passe dans un certain nombre d'autres pays, les prix du gaz de cuisine au Kenya ne sont pas réglementés par l'État, si bien que les consommateurs sont sans recours face aux prix fixés par les revendeurs.



# GECF

## **Le Sénégal, nouveau membre du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF)**

Mardi 25 octobre, Dakar a rejoint en tant qu'observateur le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF), qui regroupe les principaux exportateurs de gaz dans le monde et qui représente 70% des réserves mondiales de gaz et 43% de la production. Il deviendra membre à part entière lorsque le champ de Grand Tortue Ahmeyim (GTA) sera mis en service l'année prochaine.

Le Sénégal franchit une nouvelle étape dans son cheminement de producteur de gaz. La 24ème conférence ministérielle du Forum des Pays Exportateurs de Gaz va entériner l'adhésion de Dakar en tant qu'observateur. Cet événement intervient alors que le GECF est dirigé pour la première fois depuis sa création par un Africain, l'Algérien Mohamed Hamel.

Le Sénégal deviendra le 20e membre de l'organisation, qui comptera désormais huit pays africains, dont le Nigeria et l'Angola. Le GECF n'est pas aussi puissant que son homologue pétrolier, mais en pleine crise énergétique mondiale, son poids géopolitique ne cesse de croître.

Avec les 2,5 millions de tonnes de gaz qui sortiront de son sous-sol chaque année, le Sénégal sera certes un petit producteur, mais il pourra influencer sur les décisions du GECF, une organisation dominée par les géants tels que le Qatar, l'Iran et la Russie et qui s'est ouverte aux pays africains ces dernières années.



Siège de l'Opep

## Les répercussions sur les prix du pétrole des mesures de réduction de la production de l'OPEP

Les prix du pétrole ont bondi de plus de 4 % lundi après que l'OPEP et ses alliés ont envisagé de procéder à leur plus importante réduction de production pour soutenir les marchés depuis Covid-19.

En effet, le consortium des producteurs de pétrole envisagerait une réduction de la production allant jusqu'à 2 millions de barils par jour pour compenser les récentes baisses du marché. Certains membres, dont le ministre irakien du pétrole, ont déclaré que le groupe suivait la situation des prix et souhaitait maintenir l'équilibre du marché, raison pour laquelle cette intervention est indispensable. En d'autres termes, une nouvelle diminution de la production pour faire remonter les prix du pétrole ne serait pas exclue.

La baisse de production pourrait s'expliquer par le fait que les contrats à terme sur le brut ont perdu environ un tiers de leur valeur depuis juin, avec quatre mois consécutifs de baisse, du fait du renforcement du dollar américain (USD).

Dans un effort de maintenir les prix du pétrole au-dessus de 90 dollars le baril, le groupe a réduit la production de brut de 100 000 barils par jour pour soutenir les prix. Certains analystes ont déclaré que la décision de l'OPEP+ ne semble toutefois pas avoir eu l'impact escompté sur le marché, car les prix du brut ont continué à baisser.

Quant à savoir si le pétrole atteindra à nouveau la barre des 100 dollars prochainement, des analystes estiment que la proposition de l'OPEP+ entraînera une hausse des prix du pétrole à court terme, mais qu'en définitive, les perspectives à plus long terme pour le pétrole dépendront de l'évolution de l'offre et de la demande ainsi que de leur interaction. Autrement dit, l'OPEP+ n'est qu'une petite partie du puzzle. Le tableau à plus long terme dépendra de l'évolution des prévisions de la demande, et la situation actuelle ne plaide pas en faveur des 100 dollars le baril d'ici la fin de l'année.



## CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : [www.nigeria-one.com/fr/](http://www.nigeria-one.com/fr/)
- **Par e-mail** : [contact@nigeria-one.com](mailto:contact@nigeria-one.com)
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G  
Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

